



GROUPE D'AMITIÉ FRANCE- VANUATU- ÎLES DU PACIFIQUE

Point d'actualité **MAI 2022**

COVID 19 : LES ÎLES JUSQU'ICI ÉPARGNÉES NE LE SONT PLUS

Lors de notre point d'actualité en mars 2021, les États insulaires du Pacifique restaient relativement peu touchés par la pandémie de Covid-19, grâce à la fermeture totale de leurs frontières y compris pour leurs ressortissants et à leur isolement géographique.

L'absence d'infrastructures médicales capables de faire face à la pandémie avait justifié ces mesures drastiques.

L'arrivée d'Omicron a bouleversé la donne : des îles, jusqu'à présent totalement épargnées comme **Kirabiti, Tonga, Salomon ou Samoa**, sont maintenant concernées tout comme les **Palaos et Cook** dans lesquelles, pourtant, presque la totalité la population est vaccinée. Ces dernières ont même décidé, comme le **Vanuatu**, de se retirer du tournoi de qualification de la Coupe du Monde de la FIFA et certains États qui venaient juste de rouvrir leurs frontières, les ont refermées. À noter qu'à **Tonga**, violemment touchées par une éruption volcanique dévastatrice, les mesures de prévention contre la propagation du Covid ont entravé l'arrivée de l'aide humanitaire, allant même jusqu'à retarder le débarquement des matériels de sauvetage.

Les **îles Fidji**, qui avaient été les premières à accepter des touristes dans certaines zones à l'automne 2021, ont dû renforcer leurs mesures de prévention (vaccination obligatoire, test, port du masque) après la détection de plusieurs cas.

En mars, le **Vanuatu** qui n'a toujours pas réouvert ses frontières, a imposé un confinement dans plusieurs de ses îles, fermé écoles et entreprises (hors services essentiels) et instauré un couvre-feu.

Seuls deux États semblent être encore épargnés par le COVID : Nauru et Tuvalu n'enregistrent à l'heure actuelle aucun cas.

La **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, qui avait été fortement impactée par la pandémie, accueille de nouveau les voyageurs depuis le 16 février 2022, tout en imposant certaines mesures telles que le port du masque.

Alors que le tourisme est la principale source de revenu de bon nombre de ces États insulaires du Pacifique, la pandémie a impacté de plein fouet la croissance économique des îles particulièrement Palaos, Samoa, Cook et Fidji.

INFLUENCE CROISSANTE DE LA CHINE : LA SÉCURITÉ DU PACIFIQUE EN QUESTION

La Chine continue à accroître son influence dans les îles du Pacifique, au détriment de Taïwan. Après les îles Kiribati en 2019, ce sont les îles Salomon qui ont rompu avec **Taïwan**. En contrepartie d'aides financières considérables, la Chine projette des implantations portuaires nouvelles dans ces deux États ainsi qu'au Vanuatu. Ces projets, qui pourraient servir de bases militaires, inquiètent l'Australie et les États-Unis (Hawaii n'est qu'à 3000 Km des îles Kiribati et le Vanuatu à 2 heures de vol de l'Australie).

Pour la première fois depuis 40 ans, le chef de la diplomatie américaine a réuni aux Fidji, en février 2022, les leaders des 18 États insulaires du Pacifique.

Le rapprochement des îles Salomon avec la Chine a provoqué en novembre dernier de violentes **émeutes** dans la capitale Honiara, détruisant le quartier et les intérêts chinois. La démission du Premier ministre qui a rompu l'alliance historique avec Taïwan était réclamée par les émeutiers.

L' Australie, la Nouvelle-Zélande mais aussi les Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont envoyé des policiers et des militaires pour rétablir le calme.

Devant la levée de boucliers de l'Australie, des États-Unis et de plusieurs îles voisines, le Premier ministre, Manasseh Sogavare, a dû déclarer qu'il n'y aurait pas de base militaire chinoise aux Îles Salomon, déclaration qui ne rassure pas l'Australie qui connaît la stratégie chinoise pour devenir le leader de cette région.

VANUATU : VERS LA FIN DES PASSEPORTS DORÉS ?

Lorsque le Vanuatu a lancé il y a quelques années son « programme en soutien du développement » c'était pour attirer les investisseurs, pour stimuler son économie, rétablir son budget et favoriser les emplois locaux.

Il consiste à vendre, pour la modique somme de 130 000 \$ (pour une personne seule) ou 180 000 \$ (pour une famille de quatre personnes), des passeports à des étrangers **sans condition de résidence** ni même de présence.

Ils obtiennent en moins de deux mois la nationalité vanuataise qui permet de voyager dans 130 pays sans visa, en particulier au sein de l'Union européenne et en Nouvelle-Calédonie toute proche.

Depuis 2017, près de **2 000 passeports ont été délivrés chaque année** en majorité à des ressortissants chinois, mais aussi à des hommes d'affaires troubles, à des trafiquants ou à des personnes fichées à Interpol. Ces « passeports dorés » représentaient 42% des recettes publiques du Vanuatu en 2021.

Devant l'opacité de leur procédure d'attribution, sur l'origine des fonds ou sur le passé judiciaire de ces nouveaux citoyens vanuatais -qui en plus peuvent changer de nom et d'identité à cette occasion- la **Commission européenne** a décidé de **suspendre l'accord d'exemption de visa** à tous ceux qui ont obtenu ce passeport depuis le 25 mai 2015, date d'entrée en vigueur du programme de « citoyenneté par investissement ».

Le Gouvernement vanuatais, qui s'était déjà engagé à mettre en place des procédures de contrôle, va devoir vraiment s'y atteler !

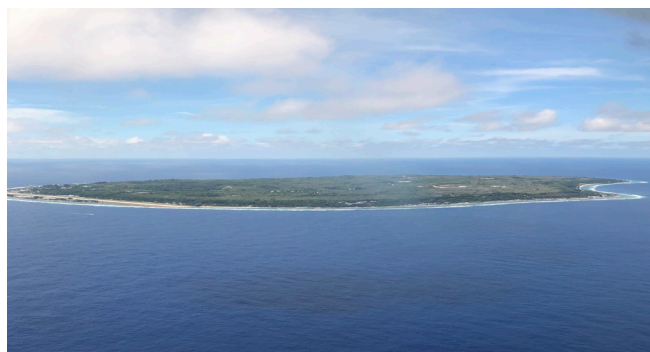
FERMETURE DES CENTRES AUSTRALIENS DE RÉTENTION À NAURU ET EN PNG

L' Australie mène depuis longtemps une politique très dure vis-à-vis des migrants clandestins qui tentent de gagner ses côtes. Elle les expulse dans leur pays d'origine ou les relègue dans des centres de rétention installés sur l'île de Manus (Papouasie-Nouvelle Guinée) et à Nauru, le plus petit État du Pacifique, moyennant des contreparties financières pour ces états. Critiquée par les organisations humanitaires, les groupes de défense des droits de l'homme et les médecins en raison des conditions de vie des personnes retenues, puis condamnée par la Cour suprême de Papouasie-Nouvelle Guinée, l' Australie a annoncé fermer ces centres tout en refusant d'accorder le droit d'asile à ces clandestins, dont certains sont retenus depuis plus de 6 ans.

Après plusieurs années de négociations, le Gouvernement australien a accepté de signer un **accord avec la Nouvelle-Zélande** qui proposait, elle, depuis de nombreuses années, d'en accueillir certains.

150 des 800 migrants de ces deux camps vont rejoindre Auckland à condition qu'ils ne puissent jamais se rendre en Australie même s'ils obtenaient un jour la nationalité Néo-Zélandaise.

Ile de Nauru : 21 Km2 seulement



SAMOA : CRISE CONSTITUTIONNELLE APRÈS L'ÉLECTION D'UNE FEMME

Quinze : c'est le nombre de semaines qu'il aura fallu pour mettre fin à la crise constitutionnelle aux Samoa occidentales.

Dans cet archipel polynésien reconnu comme conservateur et religieux, **une femme, Fiamē Naomi Mata'afa, a pour la première fois gagné les élections législatives** le 9 avril 2021, l'emportant de seulement un siège. Le Premier ministre sortant, après 22 ans passés au pouvoir, a refusé de céder sa place, considérant qu'il la « détenait de Dieu et que lui-seul pouvait décider de son départ ».

Malgré la tentative du Président de la République de dissoudre le Parlement pour organiser de nouvelles élections, après une bataille juridique confuse, Madame Mata'afa a été déclarée gagnante en mai. Elle a cependant dû se faire investir lors d'une cérémonie improvisée dans les jardins du Parlement, ce dernier étant occupé par les partisans de l'ancien Premier ministre qui lui en interdisaient l'accès.

Les Samoa ont ainsi eu **deux premiers ministres**, jusqu'à fin juillet 2021 où les tribunaux ont mis fin définitivement à cette crise constitutionnelle inédite.

La Nouvelle-Zélande, la Micronésie, les Palaos, avaient reconnu l'autorité de Mme Mata'afa dès le mois de mai. Celle-ci s'est fait connaître pour son combat en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.



Photo officielle de Mme Mata'afa

LE PACIFIQUE : NOUVEAU PARADIS POUR LES CRYPTO-MONNAIES

Le Royaume des îles **Tonga souhaite faire du bitcoin (BTC) une monnaie légale**, dans le but de stimuler son économie. Un texte de loi est attendu pour 2022. Concrètement, le BTC devra être obligatoirement accepté comme moyen de paiement par tous les commerçants. Après le Salvador, où le bitcoin est monnaie légale depuis juin 2021, les Tonga deviendraient le 2ème pays au monde à adopter ce système. À terme, l'ambition est d'utiliser l'énergie de ses 21 volcans pour développer l'industrie du minage, fondement des cryptomonnaies, très consommatrice d'une **énergie dont dispose le royaume à moindre coût, une énergie écologique.**

Le **Vanuatu** s'intéresse lui aussi aux cryptomonnaies. Son Gouvernement semble avoir approuvé le projet de transformer une des îles en **capitale mondiale des cryptomonnaies**, qui accueillera des projets de cryptographie et 20 000 passionnés sur les 50 000 personnes qui ont déjà manifesté leur intérêt. Naturellement toute monnaie traditionnelle serait interdite. Les travaux ont commencé sur « **Satoshi Island** » ainsi baptisée en hommage au créateur du bitcoin, Satoshi Nakamoto. Le billet d'entrée s'élève à 130 000\$, prix pour obtenir la nationalité vanuataise auquel s'ajoute l'acquisition des emplacements qui se fait déjà par le biais de NFTs. *

Lien vers Satoshi Island <https://vu.fr/owNh>

En 2019, **les îles Marshall** avaient, elles, lancé un projet de monnaie numérique nationale baptisée SOV (Marshallese Sovereign) qui devrait progressivement remplacer le dollar américain, devise actuellement utilisée dans ces îles de Micronésie. Il y a peu, le Gouvernement a en outre reconnu les DAO en tant qu'entités juridiques. Les DAO, ou Organisations Autonomes Décentralisées sont des regroupements d'investisseurs et de détenteurs de cryptomonnaies.*

NFTs certificat d'authenticité numérique infalsifiable témoignant de la propriété d'un objet réel ou virtuel

TONGA : LA VIOLENCE D'UN VOLCAN PERTURBE TOUT LE PACIFIQUE

Le 15 janvier 2022, un volcan sous-marin situé aux îles Tonga a explosé avec une violence exceptionnelle, plus forte que celle de la **bombe atomique d'Hiroshima** selon les chercheurs de la NASA. Des cendres et des fumées ont été projetées à plus de 30 km de hauteur puis sont retombées en une épaisse couche sur les îles provoquant des dégâts considérables sur les équipements et les maisons. 80% de la population a été impactée, et les nappes phréatiques polluées. Les secours ne pouvant plus accéder par avion, c'est par mer que l'aide sanitaire est arrivée. Cependant, par crainte du Covid, le Gouvernement a soumis le déchargement des bateaux d'aide humanitaire à de lourdes contraintes, mal perçues par les Etats venant aider les Tongiens.

L'explosion a aussi entraîné un tsunami, pas seulement aux Tonga, mais aussi aux Samoa, au Vanuatu- et jusqu'en Californie et en Amérique du Sud : Pérou, Chili.

Plus aucune communication n'étant possible, une vaste coopération régionale s'est mise en place, pour réparer **le seul câble sous-marin** qui reliait Tonga au reste du monde. La Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zelande, l'Australie, le Vanuatu ont prêté à l'opérateur, Tonga Câble, 59 km de kits de réparation de fibres optiques. En attendant la réparation totale qui prendra des mois, Elon Musk a établi une connexion satellitaire via Space X et sa constellation en orbite basse, Starlink.

Les scientifiques s'inquiètent aussi des conséquences sur la biodiversité, des fonds marins désormais recouverts de cendres.

LA PÊCHE : UNE RESSOURCE ESSENTIELLE TRÈS CONVOITÉE

Le Pacifique, zone de pêche la plus riche au monde, fournit plus de la moitié de la production mondiale de thon. Cette ressource naturelle est essentielle pour ces petits États, parmi les plus pauvres de la planète. La pêche illégale en prélevant un poisson sur cinq, ampute la vente de licences et contribue à accentuer leur pauvreté. Il en résulte parfois de vives tensions.

Fin novembre, trois navires calédoniens ont été accusés par le **Vanuatu** de pêche illégale aux alentours des **deux îlots inhabités de Matthew et**

Hunter, qui dépendent de la Nouvelle-Calédonie mais qui sont revendiqués par le Vanuatu depuis son indépendance. Leur zone maritime très poissonneuse de 350 000 km² est un réel enjeu économique : elle représente près d'un cinquième de la zone exclusive de la Nouvelle-Calédonie. Quant au Vanuatu, il tire ses ressources en partie de la vente de licences de pêche (et des passeports dorés cf article). Après ce coup d'éclat, il veut démontrer qu'il n'a pas renoncé à ces îlots malgré l'échec des négociations avec la France en 2018.

Les **îles Kiribati** ont, elles, le projet d'autoriser la pêche commerciale dans une **zone protégée** inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO . La biodiversité du sanctuaire marin des îles Phenix, l'un des plus grands au monde, n'a cessé de s'accroître depuis que la pêche y a été interdite en 2015. Le nouveau Président des Kiribati a lui estimé que les droits de pêche permettraient d'engranger plus de 145 millions de dollars par an, une somme considérable pour ce petit Etat de 110 000 habitants qui s'étend sur une surface océanique aussi grande que les États-Unis.

Là encore, la Chine, soutenue par le nouveau Gouvernement de Tarawa , est soupçonnée d'être à l'origine de ce projet.

Les principaux pays exportateurs de poissons sont la Papouasie-Nouvelle-Guinée (470 millions de dollars), les Fidji (182 millions de dollars), les États fédérés de Micronésie (130 millions de dollars), le Vanuatu (108 millions de dollars) et les Îles Salomon (101 millions de dollars). Les réserves de thons n'y sont absolument pas en voie de disparation.

Ci dessous, centre de surveillance de l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique - Honiara, îles Salomon- Visite du groupe d'amitié en 2018

